

Les migrants au Liban face à la double crise sanitaire et économique

Kamel Doraï

► **To cite this version:**

Kamel Doraï. Les migrants au Liban face à la double crise sanitaire et économique. Cahier des UMIFRE, FMSH-UMIFRE-MEAE-CNRS, 2020, DOSSIER: ÉPIDÉMIES ET RECOMPOSITION DES ENVIRONNEMENTS, pp.48-50. halshs-03143307

HAL Id: halshs-03143307

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03143307>

Submitted on 18 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les migrants au Liban face à la double crise sanitaire et économique

À travers les projets de recherche menés dans le cadre de son axe « Migrations, conflits et réfugiés », le Département des études contemporaines de l'Institut français du Proche-Orient constitue un observatoire privilégié d'analyse de la situation des migrants au Liban dans le contexte de la crise sanitaire mondiale.

La crise sanitaire liée à la Covid-19 a profondément affecté le Liban. Les autorités ont très rapidement décidé de fermer les écoles, puis l'aéroport, tout en décrétant un confinement dès la mi-mars 2020. Ces mesures ont entraîné la fermeture de la plupart des entreprises, administration mais aussi des marchés et des lieux de culte. Ces restrictions, qui ont profondément modifié la vie et la mobilité des individus dans les espaces urbains, s'inscrivent dans un contexte économique très dégradé, marqué par une dévaluation très brutale de la livre libanaise et la difficulté à se procurer des dollars. Tout cela dans un contexte politique très instable depuis le 17 octobre 2019, date à laquelle a débuté le soulèvement - ou révolution - au Liban qui a entraîné la chute du gouvernement de Saad Hariri. Dans le même temps, la pauvreté s'est très fortement accrue pour toucher aujourd'hui près de la moitié de la population au Liban. Les populations les plus vulnérables, comme les migrants et les réfugiés, ont été particulièrement touchées par les effets conjoints du confinement et de la crise financière, et ce tant sur le plan économique que social.

La plupart des travailleurs migrants, qu'ils soient originaires du Moyen-Orient, d'Asie du sud ou d'Afrique, occupent des emplois peu qualifiés et pour certains précaires. Pour ceux qui travaillent dans le secteur informel ou comme journalier dans l'agriculture ou la construction, le confinement a été synonyme de perte de leur



Une affiche à destination de migrants éthiopiens dans le camp de réfugiés palestiniens de Mar Elias à Beyrouth.

revenu, puisqu'ils ne peuvent bénéficier d'aucune compensation financière. Ils ne peuvent également pas trouver d'aide dans leur réseau familial, la plupart vivant seul au Liban. La crise économique que traverse le Liban est venue accentuer leur précarité. Pour ceux payés en livres libanaises, la dévaluation de la monnaie nationale a eu des effets dramatiques, alors qu'ils envoient des fonds à leur proche dans leur pays d'origine en dollars. Leurs salaires, souvent déjà très faibles pour certains, ont été réduits à l'équivalent de quelques dizaines de dollars par mois.

L'effet combiné de la crise sanitaire et économique a également entraîné pour de nombreuses travailleuses domestiques à domicile la perte brutale de leur emploi, et donc également de leur logement, souvent sans compensation ni indemnités. Le système de la kafala, qui lie l'employé à son employeur, ne leur permet pas d'occuper légalement un autre emploi. Par ailleurs leur permis de résidence est lié à leur contrat de travail, la rupture de ce dernier pousse donc potentiellement les migrants dans l'illégalité. La crise économique touchant très fortement l'ensemble de la population libanaise, beaucoup de familles n'ont plus la possibilité de rémunérer leur employée de maison, alors que le recours au travail domestique est très répandu au Liban même dans la classe moyenne. Certaines se sont retrouvées à la rue, sans revenus et ne pouvant pas accéder à leurs économies pour celles qui avaient pu ouvrir un compte en banque. L'accès aux comptes bancaires, particulièrement ceux en devises, ont été très fortement restreints depuis octobre 2019. Nombre d'entre elles se sont installées devant les représentations consulaires de leur pays d'origine pour demander leur rapatriement. Cette procédure a été fortement ralentie à cause de la fermeture de l'aéroport de Beyrouth jusqu'au début du mois de juillet 2020, mais aussi du fait de l'insolvabilité des travailleuses issues de pays eux aussi dans l'impossibilité de prendre en charge le rapatriement de leurs concitoyens. Des associations leur sont venues en aide pour tenter de leur trouver un hébergement temporaire. L'entraide entre travailleuses étrangères s'est aussi développée, avec le soutien de la société civile libanaise.

Une autre catégorie de migrants, les Syriens ou les réfugiés palestiniens de Syrie, sont particulièrement touchés. Beaucoup travaillant comme journaliers, ils ont également subi de plein fouet la crise et la fermeture la frontière terrestre entre le Liban et la Syrie. Même s'ils ont perdu leur emploi, nombre d'entre eux ne peuvent retourner dans leur pays d'origine, parce qu'ils sont réfugiés et que leur pays est toujours en proie au conflit. Ils n'ont donc d'autre alternative que de rester au Liban quelle que soit la situation dans laquelle ils se trouvent. Les réfugiés palestiniens, même si ce ne sont pas des migrants à proprement parler, subissent également un sort similaire. La moitié vit toujours dans des camps surpeuplés, et sont cantonnés dans l'économie informelle, avec un accès limité aux soins, qui sont pris en charge en partie par la communauté internationale et des organisations non gouvernementales.

« La COVID-19 a aussi été un révélateur de la précarité des conditions de vie et de logement des travailleurs migrants au Liban ».

La Covid-19 a aussi été un révélateur de la précarité des conditions de vie et de logement des travailleurs migrants au Liban et plus particulièrement dans la capitale. Souvent relégués dans des quartiers périphériques, les travailleurs migrants partagent des appartements insalubres pour limiter les coûts de location. Ce type de logement est très répandu dans les marges urbaines, autour des camps de réfugiés dans les banlieues de Beyrouth, dans des quartiers comme Sabra, Borj el Barajneh ou Nabaa. En mai dernier, un foyer d'infection se déclare dans un bâtiment insalubre du quartier résidentiel de Ras al Nabeh, où résidaient près de 200 travailleurs Bangladais dans des conditions sanitaires très précaires. Plusieurs dizaines de migrants seront infectés, et face à la crainte par la population du quartier de diffusion du virus, l'ensemble des migrants seront transférés en quarantaine. Le respect des gestes barrières, comme le lavage régulier des mains, ou de la distanciation sociale étaient impossible dans un bâtiment sans accès régulier à l'eau courante et où résidaient un nombre très important de travailleurs dans des espaces exigus et mal aérés. De nombreuses associations caritatives ont craint une stigmatisation accrue des populations migrantes dans un contexte de fortes tensions sociales. La surpopulation des quartiers dans lesquels vivent les migrants, l'insalubrité et l'exiguïté de nombreux logements, sont également des sources d'inquiétudes en cas



Le marché populaire de Sabra dans la banlieue sud de Beyrouth où que nombreux travailleurs migrants fréquentent.

© Kamel Dorzi - ifpo

LE DOSSIER

d'accélération de la diffusion du virus. Les conditions de logement ne permettent effectivement pas aux personnes infectées de s'isoler.

Un autre effet du confinement a aussi profondément modifié la vie des travailleurs migrants au Liban. La plupart des lieux de rassemblement ont été fermés, comme les lieux de culte ou les marchés populaires. Les espaces publics, comme les jardins où se retrouvent les migrants ont été également fermés. Cela a entraîné l'isolement de beaucoup d'entre eux, la fréquentation d'un lieu de culte et celui des marchés populaires étant souvent le seul type sortie auquel ils ont accès. À titre d'exemple, dans le quartier de Badaro, les Éthiopiennes se retrouvaient tous les dimanches pour aller à la messe puis occupaient de nombreux espaces publics et petits restaurants populaires dans l'après-midi. Cette pratique de l'espace a

Habitat dégradé dans le quartier de Sabra (banlieue sud de Beyrouth) où résident des travailleurs migrants et des réfugiés palestiniens



© Kamel Dorai - ifpo

« Les espaces publics sont pour beaucoup de migrants leurs seuls lieux de sociabilité ».

complètement disparu pendant le confinement. Elle s'est ensuite réduite du fait de la crise économique qui frappe le pays. Les marchés populaires comme les quartiers commerçants des banlieues beyrouthines ont également fermé leurs portes durant le confinement, pour ensuite réduire leur activité face à la crise économique. Ces différents espaces publics sont pour beaucoup de migrants leurs seuls lieux de sociabilité. Cependant, avec l'arrêt de circulation automobile le dimanche à la fin de la période de confinement, de nouveaux espaces de sociabilité se sont créés sur les parkings automobiles vides, qui sont devenus des aires de jeu ou de regroupement tant pour les familles libanaises avec leurs enfants que pour les migrantes. La crise sanitaire a donc profondément redessiné les pratiques de la ville, contribuant à invisibiliser les migrants et les reléguer dans leurs logements le plus souvent vétustes ou insalubres.

Les effets combinés des crises sanitaire et économique, s'ils touchent l'ensemble de la société libanaise et particulièrement les classes populaires et moyennes, affectent particulièrement les migrants qui constituent une part importante des populations les plus défavorisées et les plus vulnérables. Un nombre croissant de migrants tentent de quitter le Liban, faute de pouvoir subvenir à leurs besoins. La crise économique qui se prolonge et les conséquences de l'explosion du 4 août 2020 dans le port de Beyrouth, plonge le Liban dans une période d'incertitude, accentuant d'autant les inégalités socio-économiques déjà très prononcées avant la crise.



Boucherie bangladaise dans le marché populaire du quartier de Sabra (banlieue sud de Beyrouth)

➤ Kamel Dorai (Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth)

© Kamel Dorai - ifpo